

LA RÉSISTANCE PATRONALE S'ORGANISE...

Dans notre dernier article, nous ne pouvions nous empêcher d'exprimer notre méfiance quant à la bonne volonté de l'État et du patronat et nous disions ceci: «*On ne saurait accroître la part de la classe salariée qu'en réduisant la part des autres classes de la société. Celles-ci vont-elles se laisser faire?*».

La réponse ne pouvait tarder. A la réunion de la commission nationale des salaires qui s'est tenue samedi, les patrons ont fait connaître leur position dans un memorandum par lequel ils déclarent brutalement qu'ils n'accordent rien. Ils ne proposent, pour tout remède aux maux qui accablent les salariés que des mesures qui auraient pour conséquence immédiate de réduire les ressources de l'État, comme la réduction de l'impôt cédulaire sur les traitements (les impôts perçus à la source sur les salaires ne constituent-ils pas le plus clair des rentrées sur quoi puisse tabler notre ministre des Finances?). Ce qui revient à pousser le gouvernement dans la voie de l'inflation, les échéances de fin de mois ne pouvant attendre et le Trésor se trouvant inéluctablement amené à faire fonctionner la planche à billets pour se procurer les disponibilités que des contributions diminuées lui laissent de moins en moins. Bien singulière solution que celle-là, venant d'un patronat qui par ailleurs se pose hypocritement en défenseur de la monnaie!

Il y a trop longtemps que les sorciers et les idéologues d'une économie politique mensongère et défaillante s'échinent comiquement à résoudre la quadrature du cercle - nous voulons dire: à satisfaire la revendication du prolétariat sans toucher au revenu des autres classes. Car il semble bien qu'il y ait dans cette affaire quelque chose de tabou, de définitivement constitué en axiome indiscutable: c'est que le train de vie des classes possédantes est établi une fois pour toutes et qu'il ne saurait y être porté atteinte à peine de sacrilège. Que pour des causes politiques, économiques ou militaires la masse globale du revenu de la nation diminue, une seule classe, le prolétariat, est admise à revendiquer l'honneur de se sacrifier pour tous. Il semble même que ce soit là la seule forme de revendication que l'on veuille bien lui reconnaître le droit d'exprimer, si l'on s'en réfère à la politique suivie par les mauvais bergers communistes exhortant les ouvriers à se crever de surproduction.

Nous trouvons particulièrement révoltante l'hypocrisie des politiciens qui se sont arrogés le privilège de parler au nom de la classe ouvrière lorsqu'on les voit admettre comme vérités premières les propositions frelatées d'une fausse science économique et contribuer avec elle à noyer le poisson et à embrouiller le problème. Une odeur de pourriture monte de toute cette sale combine et nous voyons trop quel nouveau *Matignon* on nous prépare à la suite d'on ne sait quels misérables marchandages diplomatico-politiques.

Pour nous - pour nous seuls - la situation est nette, et nous n'avons pas l'intention de te mentir, prolétaire. Tu ne peux améliorer vraiment, substantiellement ton sort qu'en attaquant la situation de tes exploiters: le gâteau est ce qu'il est, et on ne saurait augmenter la part de Paul qu'en diminuant celle de Pierre. Hors de là, on ne te raconte que des blagues pour t'endormir.

Les politiciens auxquels tu te confies, ô imprudent! sont prêts à maquignonner ta misère pour quelques ministères ou pour obéir à des consignes qui ont plus de rapport avec la diplomatie internationale qu'avec tes justes réclamations.

Sache que ta revendication menace mortellement la situation des possédants. Ils ne sont pas fous et résisteront jusqu'au bout. Ils savent la puissance de l'arme politique avec laquelle ils ont toujours réussi à neutraliser les professionnels de la politique révolutionnaire.

Tu n'auras quelque chose qu'en te battant. En toute indépendance.
